

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Direction des Déplacements
Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 EVRY

**RD 25 E / RD 118
ATHIS-MONS
CONTOURNEMENT SUD D'ORLY
BARREAU D'ATHIS MONS - PHASE 2
REALISATION D'UN BOULEVARD URBAIN

LOT 3 : AMENAGEMENTS PAYSAGERS**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2- TYPE DE PROCÉDURE	4
1.3 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.4 - DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : INTERVENANTS	4
2.1 - REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2.2 - MAÎTRISE D'ŒUVRE	4
2.3 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DES TRAVAUX	4
2.4 - CONTRÔLE TECHNIQUE	4
2.5 - COORDINATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ	5
2.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
2.7 - DÉSIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	5
2-8 - DISPOSITIONS RELATIVES À L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	5
ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	7
4.1 - GARANTIE FINANCIÈRE	7
4.2 - AVANCE	7
ARTICLE 5 : DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES	8
5.1 - DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
5.2 - ARRÊT DES TRAVAUX	9
5.3 - PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	9
5.4 - PÉNALITÉS	9
ARTICLE 6 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATIONS DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	10
6.1 - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES	10
6.2 - VARIATION DANS LES PRIX	11
6.3 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS	12
ARTICLE 7 : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	13
7.1 - PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	13
7.2 - LIEUX D'EXTRACTION OU D'EMPRUNT DES MATÉRIAUX	13
7.3 - CARACTÉRISTIQUES, QUANTITÉS, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	13
7.4 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE	13
ARTICLE 8 : IMPLANTATION ET/OU PIQUETAGE DES OUVRAGES	13
8.1 - PIQUETAGE GÉNÉRAL	13
8.2 - PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	14
ARTICLE 9 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	14

9.1 - OPERATIONS A REALISER PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION	14
9.2 - REUNIONS	14
9.3 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL	15
9.4 - ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS	15
9.5 - DOSSIER DT-DICT	17
9.6 - AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	17
9.7 - PRESERVATION DU PATRIMOINE	17
<u>ARTICLE 10 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX</u>	<u>18</u>
10.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	18
10.2 – RECEPTION « PARTIELLE OU DEFINITIVE »	18
10.3 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE ET MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	18
10.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	18
10.5 - DELAIS DE GARANTIE	18
10.6 - GARANTIES DE REPRISE	18
10.6 - ASSURANCES	19
<u>ARTICLE 11 : MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL</u>	<u>19</u>
<u>ARTICLE 12 : RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>19</u>
<u>ARTICLE 13 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</u>	<u>19</u>

Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

La construction du boulevard urbain à vocation multimodale (voirie routière, site propre transports en commun et circulation douce) entre la RD 118 et la RD 25E à Athis Mons en limite sud du domaine de l'aéroport d'Orly s'est achevée fin 2013.

Le présent marché concerne les aménagements paysagers du barreau d'Athis-Mons - Phase 2 - Lot 3.

Lieu d'exécution : ATHIS-MONS

Dispositions générales:

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Le titulaire ne peut, de lui-même, apporter de changement aux dispositions techniques prévues par le marché.

Le marché est financé sur les fonds propres de la collectivité.

1.2- Type de procédure

Le marché est passé selon la procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics.

1.3 - Décomposition en tranches et lots

Les lots 1 (Terrassements, Assainissement et chaussée) et 2 (Signalisation, équipements, équipements électriques et signalisation lumineuse tricolore) ont été attribués le 30 mars 2011.

Le présent marché concerne le lot 3 relatif aux aménagements paysagers.

1.4 - Durée et délais d'exécution du marché

La durée du marché et les délais d'exécution sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut pas opposer au maître d'ouvrage ses périodes de fermeture éventuelle quelle que soit la date de démarrage des travaux.

Article 2 : Intervenants

2.1 - Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Pour les questions relatives aux DT/DICT, le pouvoir adjudicateur désigne le responsable de projet à la notification.

2.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le DEPARTEMENT DE L'ESSONNE – Direction des Déplacements – Service Grands Projets de Déplacements - Boulevard de France – 91012 EVRY.

Conformément à l'article 2 du C.C.A.G. Travaux, le maître d'œuvre est chargé par le maître d'ouvrage de diriger et de contrôler l'exécution des travaux et de proposer leur réception et leur règlement.

2.3 - Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux

Le maître d'œuvre est chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination du chantier.

2.4 - Contrôle technique

Le contrôle des prestations est assuré par le DEPARTEMENT DE L'ESSONNE - Direction des Déplacements - Service Espaces Verts - Boulevard de France -91012 EVRY Cedex

Représenté par Monsieur le Chef du service Espaces Verts ou toute autre personne ayant reçu délégation.

2.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission SPS pour cette opération de niveau II est détaillée à l'article 9.4.4 du C.C.A.P.

Les entreprises sont tenues de remettre au coordinateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Cette mission est assurée par la société ECIAG - 16 rue de la Maison Rouge - 77185 LOGNES - ☎ : 01 60 95 10 70 - 📠 : 01 60 95 10 79

2.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, il est fait application de l'article 46.1.2 du CCAG Travaux.

2.7 - Désignation de sous-traitants en cours d'exécution du marché

Le titulaire se conforme aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée précisée par les dispositions des articles 112 à 117 du code des marchés publics (CMP) relatives à la sous-traitance et explicitée par l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des travaux qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire doit adresser au maître de l'ouvrage pour chacun des sous-traitants présentés, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant l'acte spécial (imprimé DC4) dûment complété dans toutes ses rubriques ainsi que les renseignements mentionnés à l'article 114 du Code des marchés publics.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient et en adresse une copie à chacun des sous-traitants concernés.

Dès la réception de cette notification, le titulaire fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant. Il en informe également le maître d'œuvre.

2-8 - Dispositions relatives à l'insertion par l'activité économique

2.8.1 - L'engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser, sur la durée d'exécution du marché, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, à hauteur de : 180 heures

L'exécution de la clause d'insertion peut ne pas être immédiate. Le titulaire peut attendre de cumuler 30 heures d'insertion pour débiter l'exécution de la clause. Le titulaire doit alors réaliser les heures d'insertion dues depuis le début de l'exécution du marché.

A l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé afin de rendre compte de l'évolution des personnes en insertion concernées et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent marché.

2.8.2 - Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

2.8.3 - Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1^{ère} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion
- 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés : le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire ;
- 3^{ème} modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

2.8.4 - La mise en œuvre de la clause d'insertion

Afin d'obtenir des informations sur la mise en œuvre de la clause d'insertion, vous pouvez solliciter :

Madame Maurice ou Monsieur Serre
Coordonnateurs Clauses sociales
Tél : 01 60 91 93 07 ou 16 73
mail : pmaurice@cg91.fr et bserre@cg91.fr

2.8.5 - Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

A cet effet, il produit tous les deux mois, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation, etc...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'information et pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion. Les informations à apporter seront déterminées conjointement avec le pouvoir adjudicateur et le titulaire après notification du marché.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévues à l'article 5.4.1 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. Dans ce cas, le facilitateur du PLIE, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A- Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.),
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)
- Le Bordereau de Prix (B.P.U.),
- Le détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.),
- Les déclarations de projet de travaux (DT) et les récépissés
- Le mémoire technique remis dans l'offre

B- Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 6.2.2. du présent CCAP :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009
- La loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.
- Norme NF S70-003 de 2012, la présente consultation est soumise à la réglementation dite « travaux à proximité des réseaux (DT/DICT) »

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1 - Garantie financière

Une retenue de garantie de 5 % est prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire, pendant toute la durée du marché, par une garantie à première demande d'un montant égal à 5 % du montant du marché.

Il n'est, par contre, pas accepté de caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Si cette garantie n'est pas constituée en totalité à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

4.2 - Avance

Une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois. Si le titulaire refuse cette avance, il doit cocher la case correspondante à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Si le titulaire accepte le versement de l'avance, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement du lien contractuel.

Le remboursement de cette avance est effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte.

En tout état de cause, ce remboursement doit être terminé lorsque les acomptes versés atteignent 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 5 : Délais d'exécution - Pénalités et primes

5.1 - Délais d'exécution

Conformément à l'article 19.1 du CCAG Travaux la période de préparation est incluse dans le délai d'exécution du marché.

Les délais d'exécution sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Un ordre de service précise la date de démarrage de chaque période.

Le titulaire ne peut opposer au maître d'ouvrage ses périodes de fermeture éventuelle quelque soit la date de l'ordre de service de commencement des travaux.

Conformément au fascicule 35 du CCTG, les travaux se déroulent en trois phases :

- 1 – « les travaux »
- 2 – « les travaux de parachèvement »
- 3 – « les travaux de confortement »

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux. Le délai d'exécution des travaux et travaux de parachèvement est de 10 mois.

Le candidat ne peut opposer au maître d'ouvrage ses périodes de fermeture éventuelle quelque soit la date de l'ordre de service de commencement des travaux.

Le présent marché prévoit, suite aux travaux et aux travaux de parachèvement, une période de garantie de reprise, correspondant à la période des travaux de confortement soit :

- jusqu'au 30 septembre de la seconde année de plantation

Les travaux de confortement (période d'entretien durant la période de garantie de reprise) débutent à compter de l'achèvement des travaux et travaux de parachèvement. La date de démarrage est fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux de confortement.

Pour les plantations et prairies, des constats de reprise sont établis pendant le délai de garantie (article 10.5 du présent CCAP).

Les ré engazonnements et les remplacements de végétaux nécessaires sont effectués par le titulaire du marché, à ses frais, et selon les délais suivants :

Gazons :

Le ré engazonnement a lieu dans le mois qui suit le constat.

Arbustes et graminées :

Le remplacement intervient entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre de la même année, à concurrence de 100 % des arbustes morts, dépérissant ou fortement endommagés.

Arbres :

Le remplacement intervient entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre de l'année du constat, à concurrence de 100 % des arbres morts, dépérissant ou fortement endommagés.

5.2 - Arrêt des travaux

Si des ouvrages inconnus d'exploitants de réseaux sont découverts, après le démarrage des travaux, l'exécutant des travaux en informe immédiatement par téléphone et sous 4 heures par écrit (mail, fax) le responsable du projet.

Un constat contradictoire d'arrêt de travaux (imprimé cerfa 14767*01) est établi entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Selon le cas, le responsable du projet établit un ordre de reprise immédiat des travaux ou un ordre de service d'arrêt de travaux puis détermine les conditions de reprise du chantier.

Dans le cas où un arrêt total de chantier est prononcé, l'entreprise doit, sous 24 heures, établir et fournir au responsable du projet le coût journalier de l'indemnisation d'arrêt des travaux, avec le sous-détail de prix correspondant, au prix du marché en cours.

Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, l'exécutant des travaux ou en cas de carence, le responsable du projet sursoit aux travaux adjacents. Si des investigations supplémentaires sont à effectuer, le résultat est porté à connaissance des exploitants des ouvrages concernés et du maître d'œuvre. Si le responsable du projet et l'exécutant des travaux ont pleinement respecté les dispositions réglementaires les concernant, le coût des investigations complémentaires est à la charge entière de l'exploitant.

5.3 - Prolongation du délai d'exécution du marché

En dehors des cas prévus aux articles 19.2.2. et 19.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution du marché ne peut résulter que d'un avenant.

5.3.1 - Intempéries

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du CCAG travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 8 jours.

En application de ce même article, au delà de ces jours d'intempéries prévisibles, les délais des travaux sont prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels ci-après dépasse son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
GEL	- 1°C / Jour
NEIGE	0,5 cm / Jour
PLUIE	20 mm / 2 Jours
VENT	80 km/h/ 2 Jours

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de BRETIGNY SUR ORGE.

5.3.2 - Prolongation ou report des délais en matière des tranches conditionnelles

Sans objet.

5.3.3 - Prolongation ou report des délais suite à un arrêt total de chantier

En vue de l'application éventuelle de l'article 5-2 du présent CCAP, les délais des travaux sont prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un arrêt total des travaux a eu lieu.

5.4 - Pénalités

Les pénalités sont calculées hors taxes et sont encourues du simple fait de la constatation de leur cause par le maître d'œuvre. Conformément aux dispositions de l'article 20.1.4 du CCAG Travaux, une fois le montant des pénalités déterminé, celles-ci sont prises en compte et font l'objet de titres de recette.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

5.4.1 - Pénalités liées aux clauses du CCAP

Objet de la pénalité	Montant de la pénalité
Retard dans le délai d'information relatif aux DICT (article 9.1. du présent CCAP)	100 € / heure de retard
Absence aux réunions (article 9.2 du présent CCAP)	Forfait de 150 € par réunion
Retard dans l'information de découverte d'ouvrage (article 5.2 du présent CCAP)	150 € par heure de retard
Non mise à disposition ou mise à disposition partielle des documents listés à l'article 9-5 du présent CCAP	Forfait de 150 € pour l'ensemble des documents et par jour
Retard dans la remise des documents à l'issue de la période de préparation des travaux (article 9.1. du présent CCAP)	300 € par jour quelque soit le nombre de documents
Retard dans la remise des documents après exécution (article 10.4 du présent CCAP)	Dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux : 150 € par jour et par document.
Retard dans l'achèvement des travaux	Dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux : pénalité journalière de 5/100ème du montant total du marché.
Non respect des délais fixés au présent CCAP à l'article 9.4.4	Dérogation à l'article 48.1 du CCAG-travaux : 150 € par document et par jour.
<u>Non respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique :</u> ➡ Non respect des obligations relatives à l'insertion imputables au titulaire ➡ Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action	50 € par heure d'insertion non réalisée 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage
Non remise des documents relatifs à la réglementation du travail dissimulé (article 11 du présent CCAP) après mise en demeure assortie d'un délai restée infructueuse	150 € par jour, sans pouvoir excéder 10% du montant du contrat et et sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail

Article 6 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variations dans les prix - Règlement des comptes**6.1 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes****6.1.1 - Modalités d'établissement des prix**

Les prix du marché sont établis hors TVA, de sa notification à l'expiration du délai de garantie du parfait achèvement.

Ils sont établis en tenant compte de toute dépense ou sujétion résultant de l'exécution des travaux et notamment des frais généraux, impôts et taxes, dépenses liées aux mesures engendrées par l'élimination des déchets conformément à la démarche SOSED (Schéma d'organisation, de suivi et d'élimination des déchets) et dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.

6.1.2 - Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est fournie par le pouvoir adjudicateur.

6.1.3 - Caractéristique des prix pratiqués

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont réglés par application des prix forfaitaires et unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

6.1.4 – Prestations complémentaires

Conformément à l'article 14 du CCAG travaux, au cas où des prestations supplémentaires sont nécessaires au bon achèvement des travaux, le maître d'œuvre notifie les prix nouveaux provisoires par ordre de service au titulaire du marché.

Ce dernier transmet son accord écrit sur ces prix dans un délai maximum de 30 jours, ce qui les rend définitifs. En l'absence de réponse du titulaire dans ce délai, les prix nouveaux sont réputés acceptés par le titulaire.

6.1. 5 - Modalités de règlement des comptes

Les travaux, objet du présent marché, sont rémunérés conformément aux règles de la comptabilité publique et dans les conditions fixées par les articles 10 à 14 du CCAG Travaux.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) bénéficiant du paiement direct sont payées dans le délai global fixé à l'article 98 du Code des marchés publics. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'œuvre, en application du décret n°2002-232 du 21 février 2002 modifié.

En cas de dépassement de ce délai, le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés selon les stipulations de l'article 13 du CCAG Travaux. Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme de projet de décompte.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir les éléments prévus à l'article 13.2.1 du CCAG Travaux.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au représentant du pouvoir adjudicateur de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

6.1.6 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

6.2 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

6.2.1 - Type de variation des prix

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

6.2.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

6.2.3 - Choix des index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché et publiés au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment sont les suivants :

Index	Libellé	Prix
TP 01	Tous travaux	1
EV 4	Travaux d'entretien d'espaces verts	2.1 ; 2.2 ; 2.3 ; 2.4 et 2.8
EV3	Travaux de création d'espaces verts	2.5
FV	Fourniture de végétaux	2.6 et 2.7

6.2.4 - Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision Cn est ainsi fixé :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n / I_{Mo})$$

I_{Mo} et I_n sont les valeurs prises par l'indice de référence I du marché respectivement à la date d'établissement du prix initial et au mois de la révision des prix.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

6.2.5 – Révision provisoire

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision.

Le maître de l'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants sont publiés.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

6.3 - Répartition des paiements

6.3.1 - Répartition des dépenses communes

Seules les stipulations du CCAG Travaux sont applicables.

6.3.2 - Modalités de paiement direct

- En cas de cotraitance :

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement solidaire, les travaux exécutés par chacun des membres font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom du groupement ou d'un paiement individualisé correspondant à la partie des décomptes afférente à chaque co-traitant.

Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement et à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

- En cas de sous-traitance :

Les travaux exécutés par des sous-traitants sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial (imprimé DC4).

Les sous-traitants de premier rang doivent bénéficier du paiement direct (dès 600 € TTC).

Les sous-traitants indirects peuvent également bénéficier du paiement direct. Les conditions de paiement du sous-traitant indirect ne peuvent être agréées que :

- si l'entrepreneur principal donne délégation pour le paiement direct du sous-traitant. Dans ce cas, l'entrepreneur principal transmet l'acte de délégation au titulaire qui est chargé de le transmettre au pouvoir adjudicateur ;
- ou, si l'entrepreneur principal fournit une caution personnelle et solidaire au sous-traitant. Dans ce cas, une copie de cette caution doit être transmise au titulaire qui est chargé de la transmettre au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché selon les modalités fixées aux articles 116 et 117 du Code des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Article 7 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

7.1 - Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de mettre à disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux qu'il a choisi de mettre en œuvre.

7.2 - Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux

Sauf disposition particulière prévue au CCTP, les dispositions de l'article 22 du CCAG Travaux s'appliquent.

7.3 - Caractéristiques, quantités, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

La vérification des matériaux et produits est effectuée conformément aux dispositions de l'article 24-3 du CCAG Travaux.

7.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Si le CCTP prévoit la fourniture par le maître d'ouvrage de certains matériaux ou produits, les dispositions de l'article 26 du CCAG Travaux s'appliqueront.

Article 8 : Implantation et/ou piquetage des ouvrages

Conformément à l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et à la norme NF S70-003 de 2012, la présente consultation est soumise à la réglementation dite « travaux à proximité des réseaux (DT/DICT) ».

Conformément à cette réglementation, l'ensemble des piquetages est de la responsabilité du maître d'ouvrage.

Les frais relatifs aux travaux des piquetages sont compris dans le prix du marché et ne sauraient en aucun cas faire l'objet d'une rémunération particulière.

8.1 - Piquetage général

Le piquetage général est effectué en totalité par le titulaire, après notification du marché et avant le début des travaux conformément à l'article 27 du CCAG travaux et avec le degré de précision du CCTP. Il est fait contradictoirement avec le maître d'œuvre.

Les frais relatifs aux travaux des piquetages sont compris dans le prix du marché et ne sauraient en aucun cas faire l'objet d'une rémunération particulière.

8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

L'entrepreneur procède à ses frais au piquetage des différents réseaux enterrés contradictoirement avec le représentant des services de la commune, d'aéroport de Paris et des gestionnaires des réseaux.

Il exécute de même le piquetage complémentaire nécessaire à l'exécution de ces travaux après avoir vérifié les plans d'implantation des ouvrages.

La consultation des concessionnaires doit avoir lieu avant le début des travaux. L'entrepreneur est tenu d'informer le maître d'œuvre des demandes de renseignements qu'il adressera aux différents services d'exploitation.

Avant le début des travaux, le titulaire doit prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles, 10 jours avant le début des travaux.

Le marquage ou piquetage doit être maintenu en bon état tout au long du chantier par chacun des exécutants des travaux, au fur et à mesure de leurs interventions respectives.

Article 9 : Préparation, coordination et exécution des travaux

9.1 - Opérations à réaliser pendant la période de préparation

La durée de la période de préparation est de 2 mois à compter de la date précisée par l'ordre de service.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du titulaire :

- Etablissement des DICT

La consultation des concessionnaires doit avoir lieu avant le début des travaux et être encore valide au démarrage des travaux. Le titulaire est tenu d'informer le maître d'œuvre des DICT qu'il adresse aux différents exploitants de réseaux.

Dans le cas où un exploitant de réseau sensible ne répond pas à la DICT, les travaux ne peuvent en aucun cas débuter. Le titulaire doit en informer le responsable du projet dans un délai de 24 heures après la constatation de non réponse (après relance).

Un ordre de service d'arrêt de la période de préparation est alors établi par le responsable du projet. Le délai de la période de préparation est augmenté d'autant.

- Etablissement et soumission au visa du Maître d'œuvre des documents prévus ci-dessous, dans les 10 jours :

- Le plan d'Assurance Qualité (PAQ)
- Le SOSED (dispositions spécifiques qui remplacera celui remis dans l'offre)
- Le planning et plan d'exécution des travaux
- Le plan de phasage
- Les fiches produits
- Les échantillons (cf articles I.02, V.01 et VII.01 du CCTP)
- Les justificatifs de l'établissement des DICT

Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :

- Adaptation du Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié.

9.2 - Réunions

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de coordination et aux rendez-vous de chantier organisés par le maître d'œuvre, pour lesquels la fréquence est fixée pendant la période de préparation.

Le titulaire est également tenu d'assister aux rendez-vous exceptionnels organisés en dehors des rendez-vous réguliers. Il peut se faire remplacer par une personne qualifiée ayant tout pouvoir pour engager l'entreprise concernée.

9.3 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

D'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, le titulaire établit les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG Travaux.

Le titulaire est tenu de transmettre au maître d'œuvre et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les éléments que celui-ci demande pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire ou par son représentant et soumis au visa du maître d'œuvre. Sous la forme papier, ils lui sont fournis en 3 exemplaires, dont un exemplaire sur support en permettant la reproduction.

Le maître d'œuvre doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

9.4 - Organisation, sécurité et protection de la santé sur les chantiers

D'une manière générale, outre les prescriptions fixées par le CCTP, les obligations qui s'imposent au titulaire en ce qui concerne les prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux sont celles prévues par les lois et règlements et notamment le chapitre IV du titre III du livre V de la 4ème partie du Code du travail.

9.4.1 - Facilités accordées au titulaire pour l'installation et l'entretien de chantier

Sans objet

9.4.2 - Installations à réaliser par le titulaire

Les installations de chantier sont réalisées par le titulaire suivant les prescriptions du CCTP, et des articles 31.1 à 31.4 du CCAG Travaux.

Les modalités d'affichage sur le chantier doivent respecter l'article R.8221-1 du Code du travail.

9.4.3 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont à la charge du titulaire en tenant compte de la démarche SOSED.

9.4.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les mesures particulières ci-dessous concernant la protection de la santé et la sécurité s'imposent à l'entrepreneur.

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire, en application des dispositions du Code du travail, ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) établi dans les 30 jours à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ; dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le PGCSPPS.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

Le PGCSPPS est transmis par le maître d'ouvrage. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui seront définies par ce document.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

L'entrepreneur qui a fait agréer un sous-traitant, remet à ce sous-traitant :

- ✓ un exemplaire du plan général de coordination ;
- ✓ le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs.

Pour l'élaboration de son PPSPS, le sous-traitant tiendra compte de toutes les informations fournies par l'entrepreneur.

E) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'emplacement des installations sera défini en accord avec les communes. Les sources d'énergie et fluides (raccordement, abonnement, consommation) sont à la charge de l'entreprise.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en quantité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

9.4.5 - Signalisation des chantiers

Les stipulations de l'article 31.6 du C.C.A.G Travaux s'appliquent.

9.4.6 - Application de réglementations spécifiques

Sans objet.

9.4.7 - Restrictions particulières

Le chantier fait l'objet des restrictions suivantes :

- Maintien des accès 24h/24 des zones aéroportuaires et DGAC
- Interdiction d'engins de grande hauteur
- Accès zone sécurisé aéroport interdit sauf autorisations spéciales
- Travaux en site urbain et aéroportuaire
- Mise en place d'alternat de circulation.

9.4.8 - Explosifs et produits dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

9.4.9 - Usage des voies publiques

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée dans les conditions de l'instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire Livre 1 – 8^{ème} partie du 6 novembre 1992 modifiée.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties d'un chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétrofléchissant.

9.5 - Dossier DT-DICT

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire doit tenir à disposition sur le chantier l'ensemble des documents suivants :

- Les DT et leurs récépissés (y compris plans)
- La liste des exploitants des réseaux fournie par le guichet unique
- Les DICT et leurs récépissés (y compris plans)
- Les ordres de service s'y rattachant
- Les résultats des investigations complémentaires (en phase étude et/ou en phase travaux)
- Les éventuelles études géotechniques
- Les plans du projet
- Le compte-rendu de marquage-piquetage
- Les constats liés au chantier

9.6 - Augmentation du montant des travaux

La poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur sous réserve que l'économie et l'objet du marché ne soient pas remis en cause et dans les conditions de l'article 15 du CCAG travaux, ou à la conclusion d'un avenant, le cas échéant.

9.7 - Préservation du patrimoine

Dans un objectif global de préservation et de mise en valeur de son patrimoine et de pérennisation de ses aménagements paysagers, l'assemblée départementale a acté, lors de sa séance du 2 février 2009, délibération 2009-04-0005, un barème d'estimation de la valeur des végétaux. Ainsi, dans le cadre du présent marché, en cas de dommages causés sur les arbres propriété du Département de l'Essonne, un constat de dégâts sera établi par le maître d'œuvre. Ce constat permet d'évaluer la nature des dégâts occasionnés et le montant de l'indemnisation correspondante. L'entreprise responsable est alors tenue de rembourser le montant des dégâts.

Ce barème est disponible sur simple demande au maître d'œuvre.

Article 10 : Contrôle et réception des travaux

10.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

10.1.1 - Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP

Les essais et le contrôle seront réalisés par Rincent BTP.

- Sur le chantier, les essais porteront sur l'analyse de la terre végétale.
- Sur les fournitures, les arbres seront contrôlés en pépinière.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

10.1.2 - Essais complémentaires

Sans objet.

10.2 – Réception « partielle ou définitive »

Par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux, une réception partielle est prononcée pour les aménagements paysagers (Fourniture de végétaux, plantations et accessoires de plantation, Travaux de parachèvement) entre le mois d'avril et le début du mois de septembre qui suit l'achèvement des travaux de plantation.

La réception partielle fixe, par un procès-verbal, la date de démarrage du délai de garantie et la date de départ des travaux de confortement ainsi que les obligations de l'entrepreneur durant cette période. La réception définitive des travaux (30 septembre de la deuxième année de plantation) est prononcée à l'issue de la phase « travaux de confortement » dégageant l'entrepreneur de ses obligations.

10.3 - Prise de possession anticipée et mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations de l'article 43 du CCAG Travaux s'appliquent.

10.4 - Documents à fournir après exécution

Les plans et autres documents à remettre par le ou les titulaires au maître d'oeuvre sont définis à l'article 40 du CCAG travaux.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 5.4.1 du présent CCAP.

10.5 - Délais de garantie

Le délai de garantie des surfaces engazonnées est d'1 an. Pour les plantations d'arbres, d'arbustes et de graminées le délai de garantie est de 2 ans.

10.6 - Garanties de reprise

La garantie comprend la reprise à 100% des végétaux et une bonne végétation. A l'issue du délai de garantie, un constat de reprise contradictoire a lieu. A la suite de celui-ci, l'entrepreneur effectue un remplacement entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre de la même année, à concurrence de 100% des végétaux plantés pour les arbres et les arbustes, graminées, morts, dépérissant ou fortement endommagés.

Le délai de garantie recommence pour les végétaux remplacés.

Cette garantie de reprise, qui fait partie intégrante des travaux de plantation, comprend toutes les sujétions de fournitures et d'exécution sans que l'entrepreneur puisse prétendre dédommagement. En particulier, cette garantie comprend la reprise de tuteurage, la maintenance, la remise en état et le remplacement des éléments détériorés.

L'entrepreneur est délié de la garantie :

- en cas de détérioration par des forces majeures reconnues par les pouvoirs publics (grêle, gel etc...),
- s'il est obligé d'effectuer la livraison à une époque défavorable.

10.6 - Assurances

Le titulaire doit justifier qu'il a contracté une assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité étendue, conformément à l'article 9 du CCAG Travaux.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 11 : Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article D8222-5 (ou D8222-7 et D8222-8) du Code du travail relatif au travail dissimulé, le titulaire fournit, dès la conclusion de son contrat et jusqu'à la fin d'exécution du marché :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Article 12 : Résiliation du marché

Le marché peut être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 46 à 48 du CCAG Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 de ce même CCAG.

En cas de non remise par le titulaire, ou d'inexactitude des documents prévus à l'article 11 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de ce délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 13 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

L'article 5.4 déroge à l'article 20.4 du CCAG Travaux

L'article 5.4.1 déroge aux articles 20.1, 40 et 48.1 du CCAG Travaux

L'article 10.2 déroge aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux